

Les syndicats grecs revendiquent le retrait de la réforme des retraites

Quelque 40 000 personnes ont défilé dans les rues d'Athènes et plusieurs milliers à Salonique le 20 mai. La grève générale, la quatrième depuis février dernier, a été suivie à 100% dans les raffineries, les ports et les transports en commun de la capitale et à 70% au moins, en moyenne, dans l'industrie, a indiqué la Confédération générale des travailleurs de Grèce (GSEE).

«LES PENSIONS NE DOIVENT PAS ÊTRE SOUMISES AU MARCHÉ!»

Il s'agissait encore une fois de s'opposer à la cure d'austérité imposée par le gouvernement grec en contrepartie des prêts accordés par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (*lire FO Hebdo n°2942 du 12 mai 2010*).

Cette cure comprend un projet de réforme des retraites dont la GSEE et la fédération des fonctionnaires ADEDY ont revendiqué le retrait pur et

simple, dans une déclaration commune rendue publique le jour même de la grève générale.

L'application de la réforme entraînerait une baisse des pensions qui ne dépasserait pas 7%, selon les déclarations officielles du gouvernement. Elle pourrait en réalité atteindre jusqu'à 20% pour certaines catégories de salariés, a indiqué un responsable du ministère de la Protection sociale à l'AFP (Agence France-Presse), sous couvert d'anonymat. Les organisations syndicales la chiffre à 15% en moyenne pour l'ensemble des retraités. La réforme prévoit également le recul de l'âge effectif du départ en retraite à 65 ans, contre 61,5 ans en moyenne actuellement, via l'allongement de la durée de cotisation de 37 à 40 annuités d'ici à 2015 et la fin des départs volontaires.

«Les retraites ne doivent pas être soumises au marché!», «Bas les pattes devant l'assurance sociale!», «L'austérité ça suffit!», pouvait-on lire sur les banderoles brandies par les travailleurs grecs le 20 mai.